

DESCRIPTION DE LA RELATION D'AFFAIRES

FORMULE – PERSONNE PHYSIQUE

Formule à n'utiliser que si le **cocontractant** LBA est une **personne physique**

Si la relation d'affaires présente un risque accru (art. 42 Règlement OAR), il convient de remplir de manière plus étoffée les rubriques assorties d'une astérisque *et de documenter raisonnablement les réponses

1. DENOMINATION DU DOSSIER LBA

(soit par les nom et prénom du cocontractant, soit par un numéro ou un nom de fantaisie, soit encore par la raison sociale de l'éventuelle société, fondation ou trust objet de ce dossier LBA)

Si pour un seul et même cocontractant, plusieurs sociétés, fondations ou trusts sont prévus, comportant chacun une mission LBA distincte au sens de l'art. 2, let. g du Règlement OAR, il convient de remplir autant de formules qu'il y a de missions LBA distinctes, donc de dossiers.

--	--

2. DESCRIPTION SOMMAIRE DU CARACTERE LBA DE LA MISSION

--	--

3. DONNEES PERSONNELLES RELATIVES AU COCONTRACTANT

Nom	
Prénom(s)	
Nationalité	
Commune d'origine (pour les Suisses)	
Date de naissance	
Lieu de naissance	
Activité professionnelle * (avec indication, s'il y a lieu du nom / de la raison sociale de l'employeur)	
Adresse du domicile (complète)	
Adresse postale	
Téléphone du domicile	
Téléphone portatif	
Téléphone professionnel	
Téléfax du domicile / professionnel	
E-mail	
Etat civil	
Nom du conjoint	
Prénom(s) du conjoint	
Enfant(s) : nom(s) et prénom(s)	

Photocopie du passeport / de la carte d'identité au dossier ?	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>
Remarques :	

4. DONNEES PERSONNELLES RELATIVES A L'AYANT DROIT ECONOMIQUE

(si le cocontractant n'est pas lui-même l'ayant droit économique)

4.1. L'ayant droit économique est une personne physique

Nom	
Prénom(s)	
Nationalité	
Commune d'origine (pour les Suisses)	
Date de naissance	
Lieu de naissance	
Activité professionnelle * (avec indication, s'il y a lieu du nom / de la raison sociale de l'employeur)	
Adresse du domicile (complète)	
Adresse postale	
Téléphone du domicile	
Téléphone portatif	
Téléphone professionnel	
Téléfax du domicile / professionnel	
E-mail	
Etat civil	
Nom du conjoint	
Prénom(s) du conjoint	
Enfant(s) : nom(s) et prénom(s)	
Photocopie du passeport/ de la carte d'identité au dossier ?	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>
Déclaration écrite du cocontractant indiquant l'ayant droit économique au dossier ?	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>

4.2. L'ayant droit économique est une personne morale

Une société de domicile ne peut jamais être l'ayant droit économique (cf. art. 32 Règlement OAR)

Raison sociale	
Date de constitution	
Droit applicable (droit du siège)	
Adresse du siège (complète)	
Adresse postale	
Téléphone	
Téléfax	
E-mail	

Documents de constitution / extrait du Registre du commerce au dossier ?	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>
Déclaration écrite du cocontractant indiquant l'ayant droit économique au dossier ?	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>

4.3. Trusts (discretionnaires / irrévocables) et autres entités patrimoniales analogues (pas d'ayant droit économique déterminé)

Déclaration écrite du cocontractant comprenant les renseignements requis par l'art. 35 Règlement OAR au dossier ?	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>
---	---

5. DONNEES PERSONNELLES RELATIVES AU(X) FONDE(S) DE PROCURATION

Nom	
Prénom(s)	
Nationalité	
Commune d'origine (pour les Suisses)	
Date de naissance	
Lieu de naissance	
Activité professionnelle * (avec indication, s'il y a lieu du nom / de la raison sociale de l'employeur)	
Adresse du domicile (complète)	
Adresse postale	
Téléphone du domicile	
Téléphone portatif	
Téléphone professionnel	
Téléfax du domicile / professionnel	
E-mail	
Photocopie du passeport / de la carte d'identité au dossier ?	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>

6. INFORMATIONS AU SUJET D'AUTRES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES IMPLIQUEES *

En cas de structures complexes, un organigramme peut être joint

7. CIRCONSTANCES DE L'ETABLISSEMENT DE LA RELATION D'AFFAIRES AVEC LE COCONTRACTANT *

En cas de relation d'affaires présentant un risque accru, l'arrière-plan économique doit être spécifiquement mis en évidence

8. MONTANTS ET DEVICES DES VALEURS PATRIMONIALES EN JEU (ORDRE DE GRANDEUR)

9. PROVENANCE DES VALEURS PATRIMONIALES EN JEU *

En cas de relation d'affaires présentant un risque accru, l'arrière-plan économique doit être spécifiquement mis en évidence

10. DONNEES RELATIVES A L'EVOLUTION PREVUE DES VALEURS PATRIMONIALES EN JEU *

11. APERÇU DE LA FORTUNE ET DES REVENUS, EXPECTATIVES COMPRISES (ORDRE DE GRANDEUR) *

12. SEUIL A PARTIR DUQUEL UNE TRANSACTION DEVRA ETRE CONSIDEREE COMME ETANT INHABITUELLE DANS CETTE RELATION D'AFFAIRES (ORDRE DE GRANDEUR)

Les transactions qui dépassent ce seuil sont inscrites sur le journal des transactions ou font l'objet d'une note séparée. Les mentions y relatives doivent porter sur la provenance des valeurs patrimoniales dont il s'agit, sur l'arrière-plan économique de la transaction et, en cas de transfert d'argent ou de valeurs, comporter le nom, le prénom et l'adresse du destinataire.

--

13. ORIGINE DE LA FORTUNE GLOBALE DU COCONTRACTANT OU DE L'AYANT DROIT ECONOMIQUE OU DE L'UN ET DE L'AUTRE *

14. RELATIONS BANCAIRES DANS LE CADRE DE LA RELATION D'AFFAIRES

Avec l'indication, pour chaque relation bancaire, des signataires autorisés

15. APPARTENANCE DE LA RELATION D'AFFAIRES ET DU DOSSIER A UNE CATEGORIE A RISQUE

non <input type="checkbox"/>
oui <input type="checkbox"/>
Sur la base de quel(s) critère(s) ?
Faire référence au document interne de l'Etude déterminant les critères selon lesquels une relation d'affaires doit être considérée comme présentant un risque accru (art. 59 al. 4 Règlement OAR)

Rappel (art. 52 al. 3 Règlement OAR) : l'affilié vérifie périodiquement la conformité de la description de la relation d'affaires et du dossier avec les faits et, si nécessaire, adapte ou complète la présente formule. Les champs correspondant aux rubriques sont extensibles, de manière à faciliter la mise à jour de la formule, ainsi que l'apport d'informations plus détaillées, par exemple en cas de survenance d'un risque accru.

Lieu et date :

Signature du responsable de la relation
d'affaires :

Contenu de la formule revu aux dates suivantes (avec visa de la personne ayant opéré cette révision) :

